

# REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

Honneur – Fraternité – Justice

**MINISTERE DU COMMERCE DE L'ARTISANT ET DU TOURISME**  
**BANQUE CENTRALE DE MAURITANIE**

Visa : DGLTEJO



0134

**ARRETE CONJOINT N° \_\_\_\_\_ /MCAT/ BCM/2009**  
**Portant respect de l'obligation de vigilance pour les**  
**Agences et Bureaux de voyages dans le cadre de la lutte**  
**contre le blanchiment d'argent et le financement du**  
**terrorisme**

**Le Ministre du Commerce de l'Artisanat et du Tourisme ;**

**Le Gouverneur de la Banque Centrale de Mauritanie ;**

- Vu la loi n° 73.118 du 30 Mai 1973 portant création de la Banque Centrale de Mauritanie ;
- Vu la loi n° 96-023 du 17 Juillet 1996 portant organisation de l'activité touristique en République Islamique de Mauritanie ;
- Vu la loi n° 2005-047 du 26 Juillet 2005 relative à la lutte contre le terrorisme ;
- Vu la loi n° 2005-048 du 27 Juillet 2005 relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ;
- Vu l'Ordonnance n° 2007-004 du 12 Janvier 2007 portant statut de la Banque Centrale de Mauritanie ;
- Vu l'ordonnance n° 2007-020 du 13 Mars 2007 portant réglementation des établissements de crédit ;
- Vu le décret 157-2007 du 6 septembre 2007 relatif au conseil des ministres et aux attributions du premier Ministre et des Ministres ;
- Vu le décret 2006-043 du 18 Mai 2006 fixant les règles d'organisation et de fonctionnement de la Commission d'Analyse des Informations Financières (CANIF) ;
- Vu le décret n° 97-2009 du 11 Août 2009 portant nomination des membres du Gouvernement ;
- Vu le Décret n° 102/2009 du 13 Août 2009 portant nomination du Gouverneur de la Banque Centrale de Mauritanie.

- Vu le décret n° 185-2008 du 19 Octobre 2008 fixant les attributions du Ministère du Commerce de l'Artisanat et du Tourisme et l'organisation de l'Administration Centrale de son Département ;
- Vu le décret n° 2000-05/PM/MCAT du 18/02/2000 portant réglementation des agences de voyages et bureaux de voyages;

### **Arrêtent :**

**Article premier :** Le présent Arrêté a pour objet de définir les modalités d'application des dispositions de la loi 2005-048 du 27 Juillet 2005 relative à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme en ce qui concerne les agences et bureaux de voyages dans le cadre de leurs activités.

**Article 2:** Les dispositions de la loi 2005-048 du 27 Juillet 2005 sont applicables à toute personne physique ou morale qui, même dans le cadre de sa profession, réalise, contrôle ou conseille des opérations entraînant des dépôts, des échanges, des placements, des conversions ou tous autres mouvements de fonds ou de biens, notamment par les agences et bureaux de voyages en tant qu'assujettis à la dite loi.

**Article 3:** Les agences et bureaux de voyages, sous la responsabilité de leur autorité de contrôle, doivent prendre des mesures de vigilance particulières permettant de s'assurer de l'identité et de l'adresse de leurs clients avant de vendre un service ou établir une quelconque relation d'affaire avec ceux-ci.

Ils doivent également vérifier l'identité et l'adresse des véritables responsables ou mandataires sur la base de la production de pièces originales attestant la délégation de pouvoirs ainsi que celles de l'ayant droit économique.

**Article 4:** Les agences et bureaux de voyages qui soupçonnent que les fonds utilisées constituent le produit d'une infraction de blanchiment de l'argent ou de financement du terrorisme ou qui ont connaissance d'un fait qui pourrait être l'indice de telles infractions, sont tenus de faire sans délai une déclaration de soupçon auprès de la Commission d'Analyse des Informations Financières (conformément au modèle ci-joint).

**Article 5 :** Les agences et bureaux de voyages doivent conserver pendant dix ans au moins à compter de la clôture des opérations ou de la cessation de relations avec leurs clients, les pièces et documents relatifs à leur identité. Ils doivent également conserver les pièces et documents relatifs aux opérations effectuées pendant dix ans au moins à compter de la fin de l'exercice au cours duquel les opérations ont été réalisées.

**Article 6 :** Les autorités de contrôle et de supervision doivent établir un guide pour les opérations vulnérables par rapport au blanchiment d'argent et de financement du terrorisme. Les agences et bureaux de voyages sont tenus de prêter une attention particulière à leurs relations d'affaires et à leurs transactions avec des personnes physiques et morales résidant dans des pays qui n'appliquent pas le dispositif de lutte contre le blanchiment de l'argent et le financement du terrorisme conformément aux dispositions prévues par la loi 2005-0048 du 27 juillet 2005.



**Article 7 :** Les pouvoirs de sanctions disciplinaires, administratives et professionnelles, doivent être utilisés par les autorités de régulation ou de contrôle en cas de manquement par les agences et bureaux de voyages aux obligations de vigilance et de déclaration de soupçon, prévues par les articles 3 et 4 ci-dessus, conformément aux dispositions de la loi n° 2005-048 du 27 Juillet relative lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

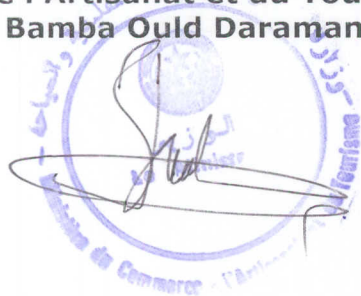
**Article 8:** Les agences et bureaux de voyages sont tenus de mettre en place des procédures de contrôle interne afin de prévenir et d'empêcher la réalisation d'opérations liées au blanchiment de l'argent et au financement du terrorisme et de prendre les mesures appropriées pour sensibiliser leurs employés aux dispositions de la loi n° 2005-048 du 27 Juillet 2005 relative lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

**Article 9:** Le Secrétaire Général du Ministère du Commerce de l'Artisanat et du Tourisme et le Gouverneur Adjoint de la Banque Centrale de Mauritanie et le Secrétaire Général de la Commission d'Analyse des Informations Financières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application des dispositions du présent Arrêté qui prendra effet à compter de sa date de signature et qui sera publié au Journal officiel de la République Islamique de Mauritanie.

Fait à Nouakchott, le

18 JAN 2010

Le Ministre du Commerce  
de l'Artisanat et du Tourisme  
Bamba Ould Daramane



Le Gouverneur de la Banque Centrale  
de Mauritanie  
Sid Ahmed Ould RAISS



**Ampliations :**

PM/SGG-----3  
MSG/PR-----3  
IGE-----3  
MCAT-----6  
Ts Ministères---25  
BCM-----6  
DGLTEJO-----3  
Archives-----3  
JO-----3

